

VERDI



Anne GARDERE  
Avocat au Barreau de Lyon  
Docteur en Droit Public  
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon  
06 14 49 10 07 - anne.gardere.avocat@gmail.com



# Communauté de Communes Haute Comté

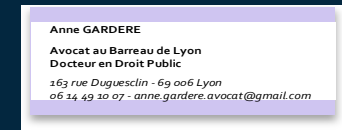
## Phase 3 : Scénario de transfert

Transfert des compétences Alimentation en Eau Potable et Assainissement Collectif

COPIL 05/10/2023

# Sommaire

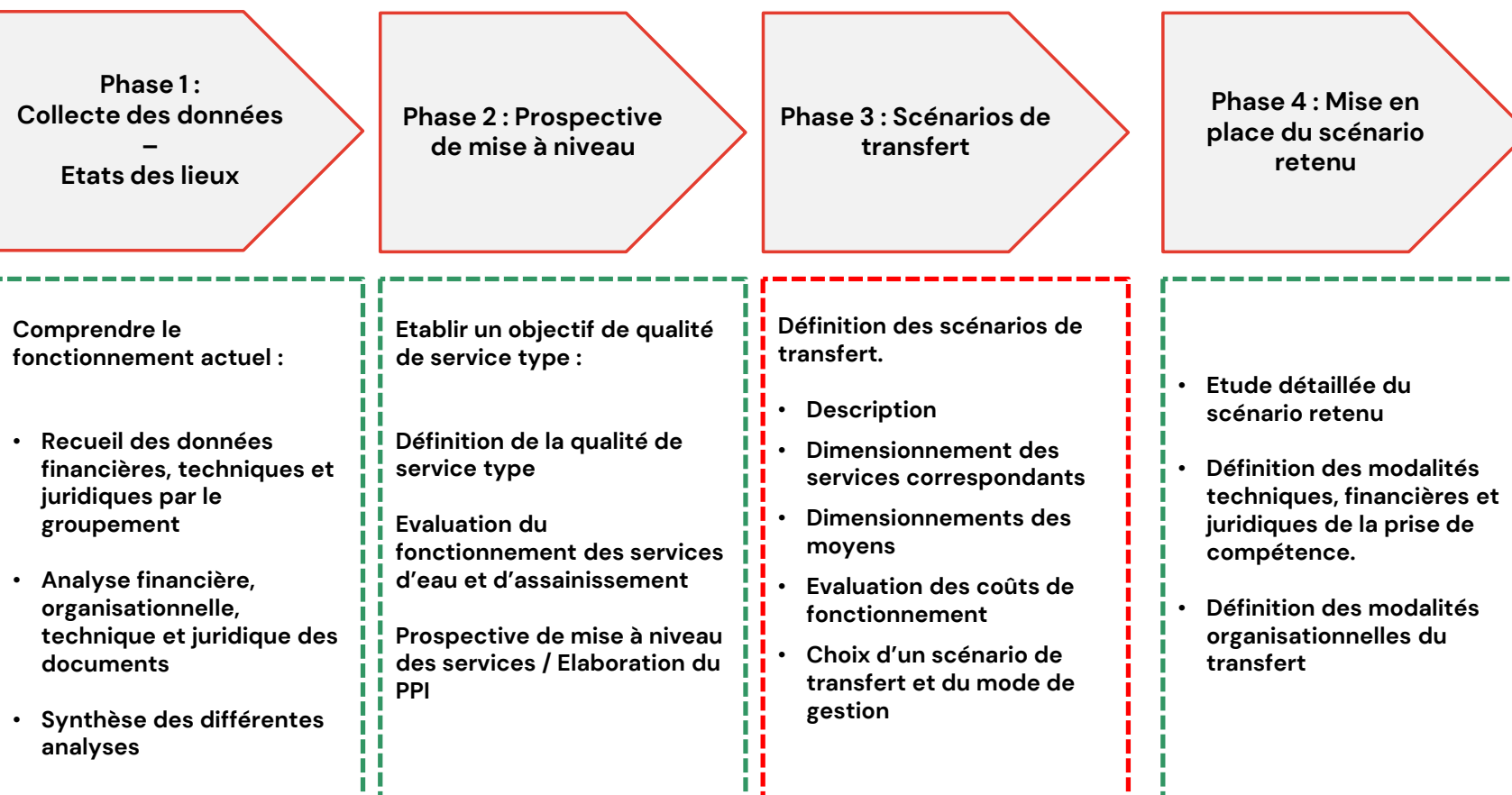
- I. Rappel du déroulement de l'étude et de l'organisation des services
- II. Aspects juridiques de la mise en œuvre effective du transfert
- III. Service assainissement collectif
- IV. Service eau potable
- V. Défense extérieure contre l'incendie
- VI. Gestion des eaux pluviales urbaines
- VII. Suite de la mission et réflexion sur la mise en œuvre effective du/des transfert(s)



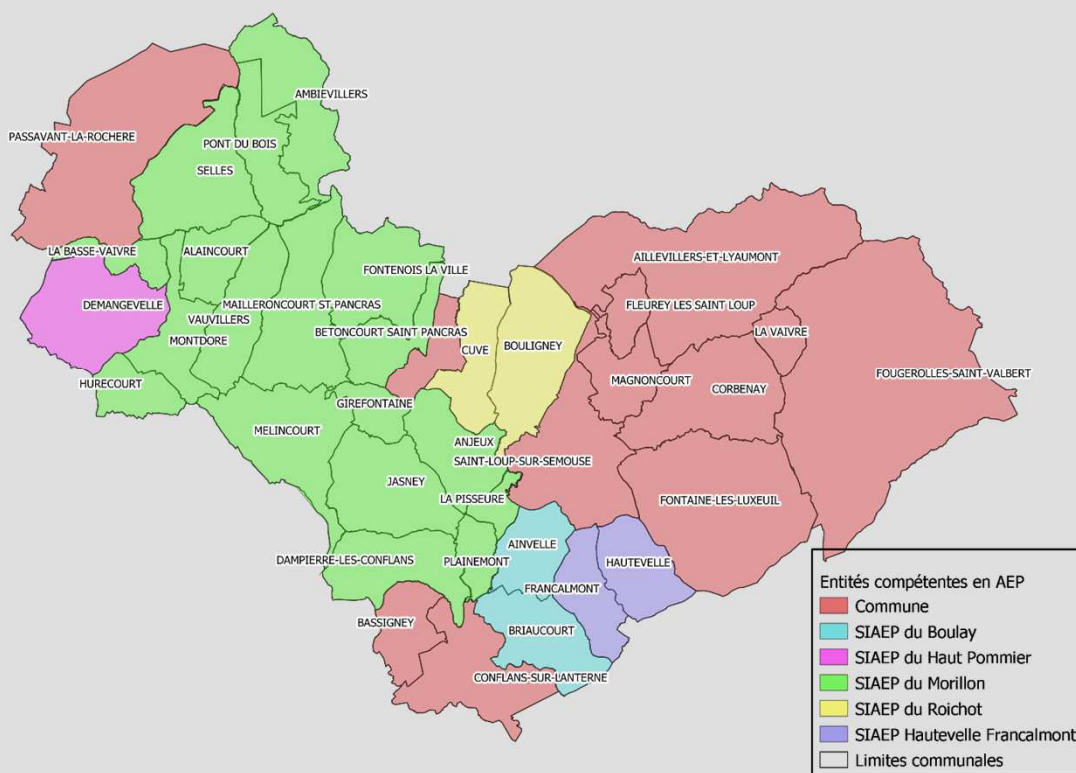
## *I. Rappel du déroulement de l'étude et l'organisation des services*

## Synoptique de la démarche

**Objectif de la mission : transférer la/les compétence(s) à la Communauté de Communes et envisager le dimensionnement des futurs services intercommunaux**



## Rappel du contexte de l'étude



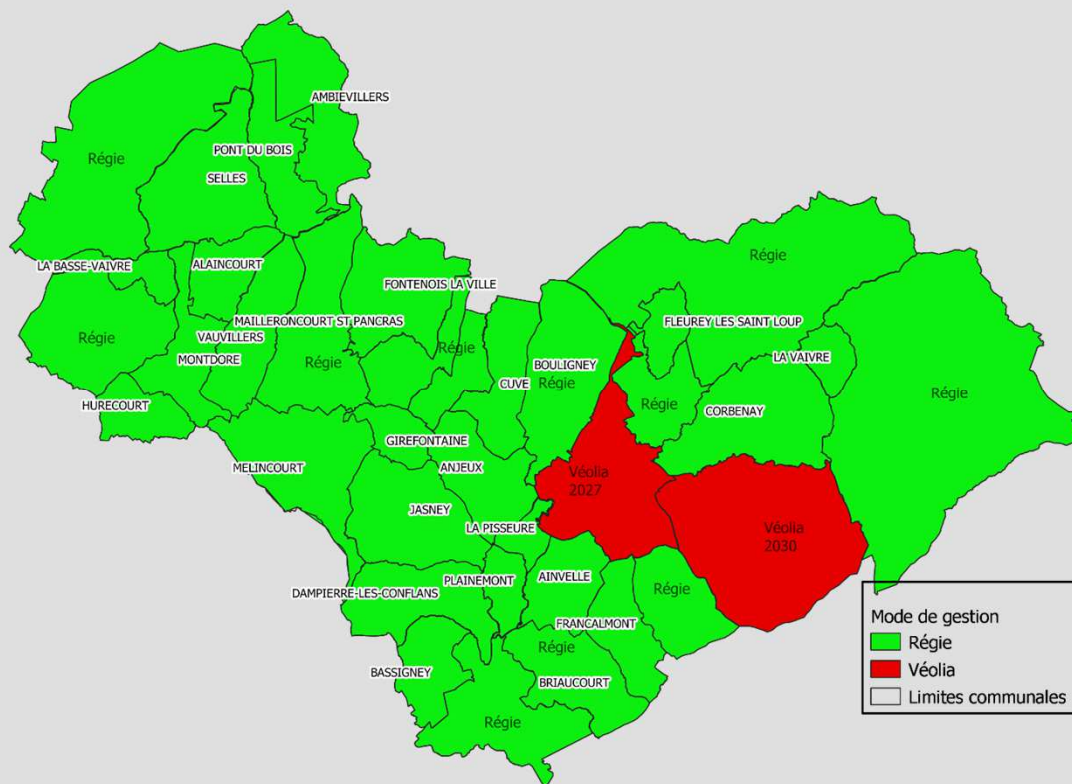
### Les entités compétentes « Eau potable »

- 12 communes (Compétence complète)
    - 10 communes en régie
    - 2 communes en DSP
  - 5 syndicats (Compétence complète):
    - ❖ SIAEP du Boulay (2 communes)
    - ❖ SIAEP du Haut Pommier (1 commune)
    - ❖ SIAEP du Morillon (19 communes)
    - ❖ SIAEP du Roichot (2 communes)
    - ❖ SIAEP Hautevelles Francalmont (2 communes)
- ⇒ 2 syndicats sont à cheval sur deux communautés de communes.

### Les entités compétentes « DECI »

- Toutes les communes exercent la compétence DECI

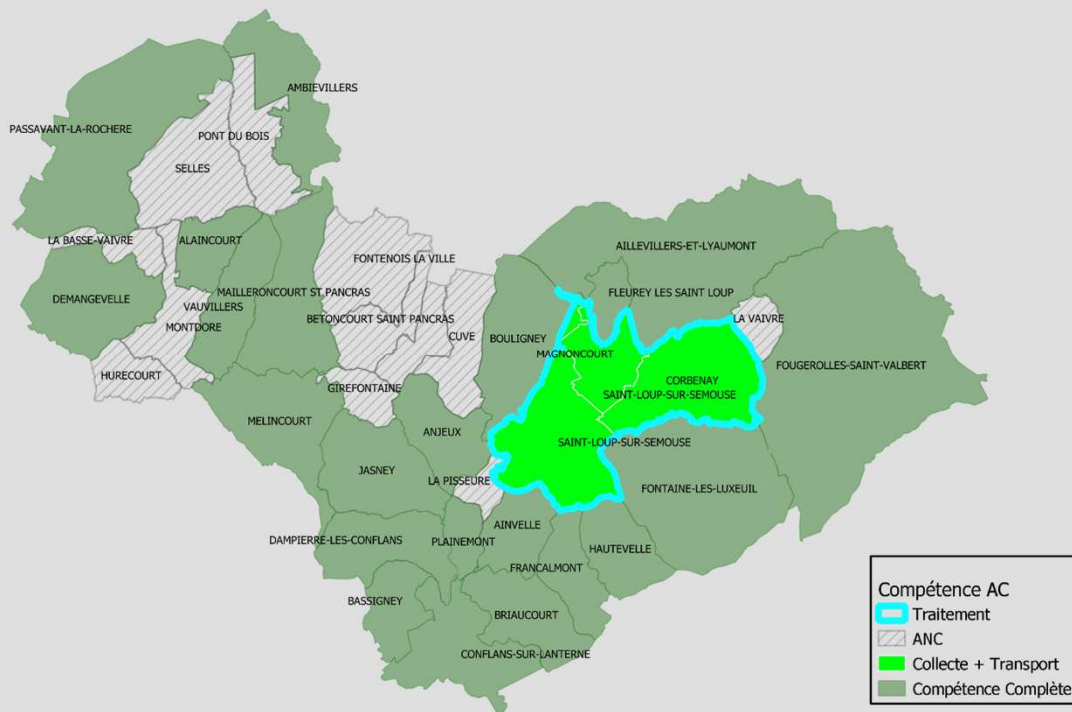
## Rappel du contexte de l'étude



### Les Modes de gestion du service Alimentation en Eau Potable

- 15 Entités exercent la compétence AEP en régie.
- 1 Déléataire sur le territoire :
  - ❖ Véolia
- 2 Contrats d'affermage :
  - Saint Loup sur Semouse : Echéance en 2027.
  - Fontaine les Luxeuil : Echéance en 2030.

# Rappel du contexte de l'étude



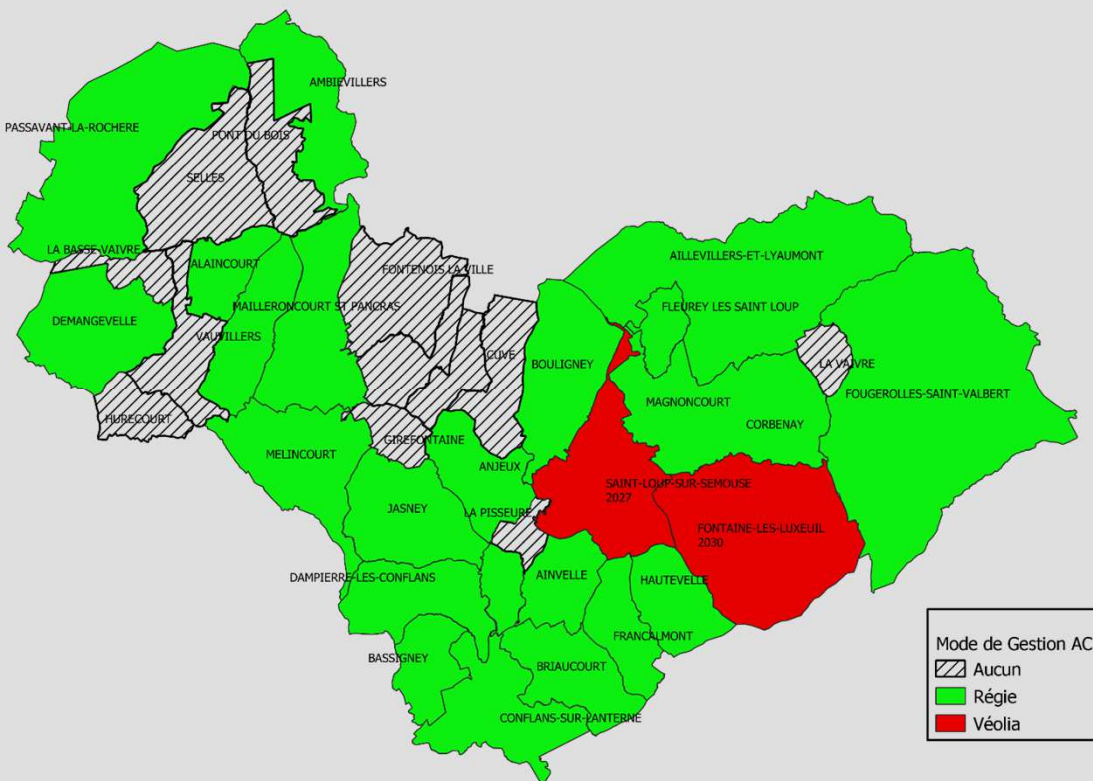
## Les entités compétentes « Assainissement Collectif »

- 22 Communes (Compétence complète)
- 12 Communes sont entièrement en assainissement non collectif (Selles basculera probablement en AC).
- 3 Communes n'exercent que les sous compétences collecte et transport.
- 1 Syndicat (SIA Corbenay-Magnoncourt-Saint Loup sur Semouse) exerce la sous compétence traitement pour 3 communes.

## Les entités compétentes « Eau pluviale »

- Toutes les communes exercent la compétence Gestion des Eaux Pluviales urbaines

## Rappel du contexte de l'étude



### Les modes de gestion du service Assainissement Collectif

- 24 Entités exercent la compétence AC en régie.
- 1 Déléataire sur le territoire :
  - ❖ Véolia
- 2 Contrats d'affermage :
  - Saint Loup sur Semouse : Echéance en 2027.
  - Fontaine les Luxeuil : Echéance en 2030.



VERDI



Anne GARDERE  
Avocat au Barreau de Lyon  
Docteur en Droit Public  
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon  
06 14 49 10 07 - [anne.gardere.avocat@gmail.com](mailto:anne.gardere.avocat@gmail.com)

## *II. Aspects juridiques de la mise en œuvre effective du transfert*

## RAPPELS D'ACTUALITÉ JURIDIQUE : La LOI 3DS

### 1. Un premier point à noter = *art. L. 5211-17-2 CGCT (Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi « 3DS »))* :

- **Possibilité d'un transfert de compétence « différencié » pour les compétences aujourd'hui qualifiées de « supplémentaires » (par ex. EPU et DECI) :**

*« Une ou plusieurs communes membres d'un EPCI FP peuvent transférer à ce dernier, en tout ou partie, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.... »*

- **Ce transfert est opéré dans les conditions de droit commun de modification des statuts (*Délibération du Csl CC / OK communes à la MQ requise pour la création / Arrêté préf + Application des modalités de transfert de droit commun des biens, personnels et contrats*) :**

*« ...Ces transferts interviennent dans les conditions prévues aux deuxième à cinquième alinéas et aux deux derniers alinéas de l'article L. 5211-17... »*

- **Mais ce transfert peut être différencié entre les communes :**

*« ...Les délibérations mentionnées au deuxième alinéa du même article L. 5211-17 (= les délibérations des communes se prononçant sur le transfert de compétences) définissent, selon des critères objectifs, les compétences transférées en application du premier alinéa du présent article et déterminent le partage des compétences entre les communes et l'EPCI FP. Le cas échéant, les délibérations peuvent établir une liste d'équipements ou de services correspondant aux compétences transférées... »*

**NB : application possible pour GEPU et DECI, le cas échéant, car il s'agit de compétences facultatives**

## RAPPELS D'ACTUALITÉ JURIDIQUE : la loi 3 DS

### 2. Obligation de transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux CC au 1er janvier 2026 est maintenu, mais certains ajustements sont prévus (*Art. 30 loi 3 DS n° 2022-217 du 21 février 2022*)

- **1° La règle de l'interdiction du financement des SPIC par le budget général (CGCT, art. L. 2224-2) ne s'appliquera désormais pas aux EPCI FP compétents en matière d'eau et d'assainissement :**
  - si le fonctionnement du service suppose des investissements qui ne pourraient être financés sans augmentation excessive des tarifs.
  - après la prise de compétence, pendant la période d'harmonisation des tarifications.
- **2° En plus des dérogations existantes, les syndicats compétents pour l'eau, l'assainissement ou les EPU, inclus en totalité dans le périmètre d'une CC qui devient compétente à titre obligatoire à partir du 1er janvier 2026 seront « maintenus par la voie de la délégation », sauf si la CC délibère contre le maintien du syndicat**
- **3° Dans les CC non compétentes avant 2026, un débat sur la tarification des services publics d'eau et d'assainissement et sur les investissements liés aux compétences transférées sera organisé en 2025 entre la CC et ses communes, une convention pouvant être conclue à son issue (précisant, notamment, les conditions tarifaires, les orientations de la politique d'investissement sur les infrastructures, et les modalités des délégations de compétences aux communes qui en feraient la demande à compter du 1er janvier 2026).**

## Rappel sur la procédure de transfert de compétence :

- Si transfert volontaire de la compétence avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 :
  - 1° Délibération du conseil de la CC décidant du transfert de la compétence « eau » et / ou « AC », en précisant la date proposée ici pour le transfert :
  - 2° Les communes ont un délai de 3 mois, durant lequel elles peuvent s'opposer au transfert si décision de 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population : règle à respecter absolument, même si la CC décide de faire application de la procédure de droit commun de transfert (*art. L. 5211-17 CGCT : accord des communes 1/2 – 2/3 ou l'inverse, avec l'accord de la Cne dont la population est supérieure au 1/4 de la population totale, MAIS il ne faut pas que 25 % des Cnes représentant au moins 20 % de la population s'oppose au transfert* [CE, 29 juillet 2020, n° 437283, TA Montpellier, 8 décembre 2020, n° 1906499](#)) : obligation de tenir compte de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2018-702
  - 3° Arrêté préfectoral par sécurité juridique
- En l'absence de transfert volontaire au 1<sup>er</sup> janvier 2026 : en l'état actuel du droit, transfert de plein droit des compétences « eau » et « AC » à la CC

## Rappel sur le contenu des compétences « eau » et « assainissement collectif » :

➤ L'eau inclut l'ensemble des missions du service public de l'eau potable (« *production, transport, stockage et distribution* », art. L. 2224-7 et s. CGCT), mais n'inclut pas la DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

- La DECI peut être transférée à la CC, mais de manière facultative (cf. slide n° 10 ci dessus)
  - La DECI inclut :
    - La création, l'aménagement et la gestion des points d'eau (PEI) nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours, les collectivités pouvant intervenir en amont de ces PEI pour garantir leur approvisionnement (art. L. 2225-1 CGCT et s. et R. 2225-1 et s. CGCT)
    - Le maire est également chargé, au titre de ses **pouvoirs de police administrative spéciale** (art. L. 2213-32 CGCT) « d'assurer la défense extérieure contre l'incendie », ce qui inclut :
      - L'identification des risques et le dimensionnement nécessaire des PEI, ces mesures devant être fixées par arrêté du maire ou président de l'EPCI FP compétent (art. R. 2225-4 CGCT).
      - L'élaboration, avant l'édiction de l'arrêté visé ci-dessus, en conformité avec le schéma départemental, d'un schéma communal ou intercommunal de défense extérieure contre l'incendie (art. R. 2225-5 et R. 2225-7 CGCT).
      - Le contrôle des PEI (*question n° 24134, JO Sénat du 23/03/2017, p. 1207*), dans les conditions fixées par les art. R. 2225-9 (obligation d'effectuer des contrôles techniques périodiques, afin « d'évaluer les capacités des PEI », les modalités d'exécution et la périodicité de ces contrôles étant définies dans le règlement départemental de la DECI) et & R. 2225-10 CGCT.
- NB ; ce pouvoir de police peut être transféré à une CC compétente en matière de DECI, par accord unanime des maires et du Pdt de la CC, et arrêté préfectoral.
- La DECI est un service public administratif, financé par le BG de la CC, et non par une redevance (en cas d'équipements unitaires, possibles d'effectuer un reversement du BG au BA « eau »)

## Rappel sur le contenu des compétences « eau » et « assainissement collectif » :

➤ L'assainissement collectif inclut l'ensemble des missions du service public de l'AC (« *Contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites* », art. L. 2224-8 et s. CCGCT.), mais n'inclut pas la GEPU (Gestion des eaux pluviales urbaines) :

- La GEPU peut être transférée à la CC, mais de manière facultative (cf. slide n° 10 ci dessus)
- La GEPU vise les zones et équipements suivants (*art. L. 2226-1 CGCT et R. 2226-1 CGCT*) :
  - **Géographiquement**, la compétence s'exerce dans les « zones urbaines » de la commune ou de la CC :
    - Dans les communes avec un POS, PLU ou carte communale = zonage du document d'urbanisme (zones urbaines ou à urbaniser)
    - Dans les communes en RNU = « parties urbanisées de la commune » au sens de l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme et de la jurisprudence
  - **Matériellement, la collectivité compétente pour le** transport, stockage et traitement des eaux pluviales des aires urbaines :
    - Définit les éléments constitutifs des ouvrages EPU (réseau unitaire / réseau séparatif), à savoir les installations et ouvrages, y compris les espaces de rétention des eaux, destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des EPU
    - Assure la création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension de ces installations et ouvrages ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics.
    - Assure le contrôle du raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales urbaines
- La GEPU est un service public administratif financé par le RG de la CC et non par une redevance (en cas

## Rappel des conséquences juridiques du transfert AC et / ou eau

COMMUNES MEMBRES DE SYNDICATS D'EAU ET / OU AC :	COMMUNES NON MEMBRES DE SYNDICATS D'EAU ET / OU AC :			
	Personnels Cnes affectés en partie au service :	Personnels Cnes affectés en totalité au service :	Biens des Cnes :	Contrats conclus par les Cnes:
<p><b>Syndicats avec Cnes CC + Cnes extérieures</b> = représentation-substitution de la CC dans le syndicat</p> <p><b>Syndicat infra CC (seulement composé de Cnes CC) =</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenu jusqu'à 9 mois après date transfert / dans ce délai de 9 mois, la CC peut décider d'une délégation de compétence &amp; syndicat maintenu 1 an après délib CC / si pas de délégation dans ce délai d'1 an syndicat dissous</li> <li>- Cas particulier : Si transfert obligatoire au 1er janv 2026, le syndicat infra CC « est » maintenu par convention de délégation de compétence (loi 3DS), sauf si la CC en décide autrement</li> </ul>	<p><b>Possible de leur proposer une mutation volontaire</b></p> <p><b>A défaut, ils sont mis à disposition de plein droit</b> (sans leur accord) au profit de la CC (convention à prévoir).</p> <p>Prévoir consultation préalable CST avant la convention ou mutation, (mais peut intervenir après le transfert de compétence)</p>	<p><b>Transfert de plein droit</b>, constaté par délibérations conjointes communes / CC après avis du CST</p>	<p><b>Mise à disposition de plein droit des biens nécessaires au service</b>, qui restent propriété des communes</p> <p><b>Cessions en pleine propriété possible</b> si accord CC / Cne</p>	<p><b>Principe du transfert de plein droit des contrats en cours</b> (contrats d'emprunt globaux peuvent être portés par la Cne ou la CC, avec des remboursements pour la part non affectée au service)</p>
<p><b>NB :</b></p> <p>Possibilité de délégation de compétence de la CC au syndicat uniquement composé de communes de la CC</p>	<p><b>NB :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transfert des <b>pouvoirs de police spéciale</b> en matière d'assainissement (un ou plusieurs maires peuvent s'y opposer dans les 6 mois du transfert. Le Pdt de la CC a ensuite 1 mois pour renoncer éventuellement au transfert global des pouvoirs de police spéciale)</li> <li>- Possibilité pour la CC, de <b>délégation de compétence</b>, par convention, aux Cnes membres (si une Cne fait une demande en ce sens à la CC, la CC doit statuer dans un délai de 3 mois et motiver un éventuel refus)</li> </ul>			

VERDI



Anne GARDERE  
Avocat au Barreau de Lyon  
Docteur en Droit Public  
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon  
06 14 49 10 07 - [anne.gardere.avocat@gmail.com](mailto:anne.gardere.avocat@gmail.com)

### *III. Service d'assainissement collectif*



## Mode de gestion de la compétence « AC »

- Pour les 2 communes gérant en tout ou partie le service en DSP, la CC récupère de plein droit les 2 contrats en cours, jusqu'à leur échéance
  - SAINT LOUP SUR SEMOUSE, pour la collecte et le transport (affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2027 )
  - FONTAINE LES LUXEUIL (affermage avec VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2030 )
- Pour les autres communes gérant tout ou partie du service « AC » en régie, la CC :
  - Va également récupérer les moyens (biens personnels, contrats...) des régies :
    - Les régies communales, à savoir :
      - Les 24 communes gérant totalement le service en régie,
      - Les régies communales de collecte et transport des EU de CORBENAY & MAGNONCOURT
    - La régie du Syndicat d'assainissement DU SECTEUR DE SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE, composé des 3 communes de CORBENAY, MAGNONCOURT et SAINT LOUP SUR SEMOUSE (membres de la CC HC), compétent pour la « ...construction et exploitation d'une station d'épuration intercommunale... ».
  - Pour mémoire, ce syndicat :*
    - Est, par principe dissous, car entièrement inclus dans le périmètre CC : solution retenue ici par la CC
    - Possibilité de le maintenir par la voie de la délégation de compétence
  - Attention, même si la CC récupère les régies, il faudra procéder à la création formelle d'une régie communautaire (autonome ou personnalisée), pour la partie régie » du territoire

## Mode de gestion de la compétence « AC » : Modalités de création d'une régie communautaire

### ➤ Personnels, biens & contrats transférés à la CC au 1er janvier 2023, mais la CC doit créer une régie (*art. L. 1412-1 CGCT*):

- Soit une régie personnalisée (personnalité morale, conseil d'administration / Pdt / directeur)
- Soit une régie autonome (*pas de personnalité morale, mais budget annexe, conseil d'exploitation / Pdt / directeur*).
  - *NB : Régie autonome plus souple, ce sont les instances de la CC qui conservent le pouvoir décisionnel, le conseil d'exploitation de la régie donne un avis obligatoire, mais un avis simple, avant certaines décisions (par ex. avant les tarifs du service)*

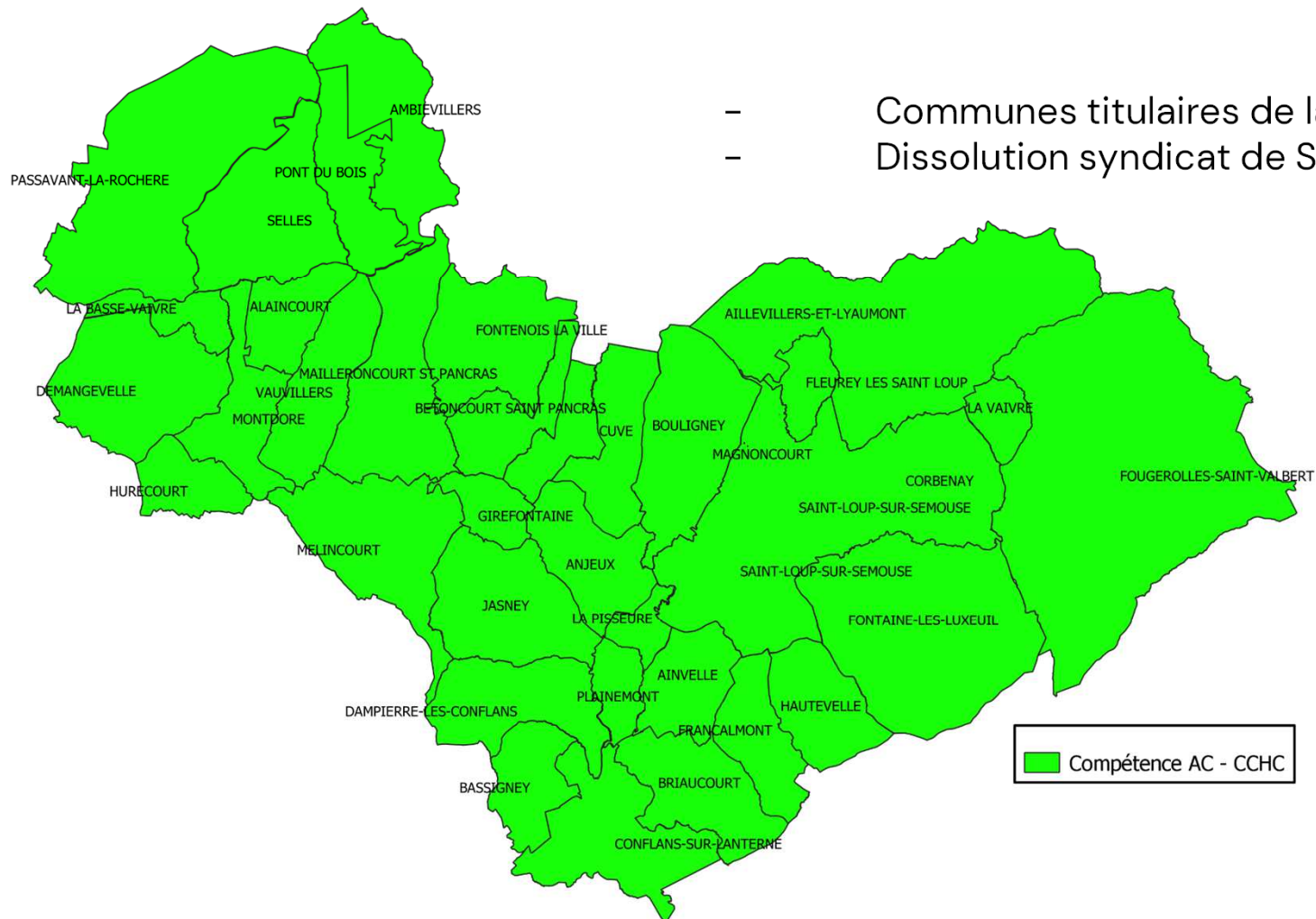
### ➤ Procédure de création de la régie communautaire :

- 1° Choix politique sur le type de régie (autonome ou personnalisée)
- 2° Elaboration des statuts de la régie
- 3° Consultation préalable du CST pour avis simple (calendrier des réunions du CST auprès du centre de gestion à anticiper) . *NB : a priori pas de CCSPL créée au sein de la CCHC (à confirmer par la CC HC). Si elle est créée, la CCSPL doit aussi être consultée pour avis simple*
- 4° Délibération du conseil communautaire créant la régie et approuvant les statuts de celle-ci et la date de création (*cette délibération peut bien sûr être anticipée en fin d'année N- 1 pour une effectivité au 1er janvier de l'année N*)

## Scénarios de service type – Assainissement collectif

	1 <sup>er</sup> scénario base	2 <sup>ème</sup> scénario ambitieux
Etude	<p>Numérisation des plans</p> <p>Géo référencement des réseaux</p> <p>Réalisation d'un schéma directeur (SDA) en cas de SDA de plus de 10 ans ou absence de SDA</p>	<p>Numérisation des plans</p> <p>Réalisation d'un schéma directeur (SDA) en cas de SDA de plus de 10 ans ou absence de SDA</p>
Travaux	<p><b>Si existant, reprise des travaux définis dans le diagnostic et non réalisés à ce jour</b></p> <p>Travaux de renouvellement des réseaux uniquement en cas d'identifications de problèmes particuliers mis en avant dans les données d'entrée collectées (fortes intrusions d'eaux claires, réseaux en mauvais état,..)</p> <p>Travaux de renouvellement des réseaux de 0,5%/an si le linéaire du réseau concerné par les travaux du SDA est inférieur à cette valeur.</p> <p>Travaux d'équipements des DO et TP de PR conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.</p> <p>Réhabilitation / Renouvellement des STEP identifiées en phase 1.</p> <p>Mise en place de télésurveillance sur les PR.</p> <p>Suivi des déversements des DO (Supprimé).</p> <p>Création de boîtes de branchements EU (Supprimé).</p>	<p><b>Si existant, reprise des travaux définis dans le diagnostic et non réalisés à ce jour</b></p> <p>Travaux de renouvellement des réseaux de 0,75%/an.</p> <p>Travaux d'équipements des DO et TP de PR conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015</p> <p>Remplacement des STEP si la réhabilitation est non envisageable.</p> <p>Mise en place de télésurveillance sur les PR.</p> <p>Création de boîtes de branchements EU (Supprimé).</p> <p>Suivi des déversements des DO (Supprimé).</p>
Personnel	Personnel adapté pour assurer le bon fonctionnement du service	Personnel adapté pour assurer le bon fonctionnement du service

## Scénario – Assainissement Collectif



- Communes titulaires de la compétence
- Dissolution syndicat de St Loup/Corbenay/Magnoncourt

### Scénarios d'investissement

Base : 17 M € HT

Ambitieux : 19,1 M € HT

Exploitation:

1 134 K € HT/an

## Création de la régie – Volet Organisationnel

### Bilan des besoins humains pour la régie du service d'assainissement collectif - CCHC

#### 1. Tableau détaillé

Main d'œuvre	Temps passé	Coût horaire	Coût annuel	Equivalent temps plein	Equivalent temps plein cumulé calculé	Equivalent temps plein cumulé retenu	Personnel existant	Personnel à recruter
	h/an	€/h	€/an					
<u>Secrétaire :</u>					1,03	1	0	1
- Facturation et relance	1 132	21,48	24 318	0,69				
- Gestion administrative	566	21,48	12 159	0,34				
<u>Comptable</u>	0							
<u>Agent technique :</u>	0				4,32	4	2	2
- Visite STEP	1 077	22,86	24 619	0,65				
- Espaces verts STEP	256	22,86	5 852	0,16				
- Surveillance DO	37	22,86	846	0,02				
- Visite réseaux, suivi curage	4 030	22,86	92 111	2,45				
- Visite PR + astreinte electro	624	22,86	14 264	0,38				
- Visite conformité branchement	223	22,86	5 091	0,14				
	0							
- Astreinte electro / Maintenance STEP	504	22,86	11 521	0,31				
- Curage et nettoyage PR	48	22,86	1 097	0,03				
- DICT	304	22,86	6 960	0,19				
<u>Technicien supérieur</u>	0				0,77	1	1	0
- Rencontre élus	229	25,85	5 912	0,14				
- Gestion des budget	472	25,85	12 199	0,29				
- Rédaction RPQS (1 journée commune < 500 EH, 2 jours communes entre 500 et 100 EH, 3 jours communes > 1000 EH)	293	25,85	7 560	0,18				
- Suivi des travaux (0,5 jour par semaine de travaux, estimés sur la base du montant de travaux réalisés à hauteur de 25 000 € HT / semaine)	269	25,85	6 959	0,16				
<u>Ingénieur</u>	0				0,92	1	0	1
- Encadrement du personnel et suivi contrat DSP/ prestation	1 510	26,13	39 443	0,92				
- Suivi contrat DSP/ prestation	0	26,13	0	0,00				
<b>Total</b>	<b>11 573</b>		<b>270 912</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>

#### 2. Rappel des moyens humains existants en temps plein uniquement

Catégorie	Service de l'assainissement collectif	
Origine	SIA Corbenay - Magnoncourt - Saint Loup sur Semouse	Fougerolles Saint Valbert
Agent administratif	0	0
Agent technique	1	1
Technicien supérieur	1	0
Ingénieur	0	0
<b>Total</b>	<b>3</b>	

#### 3. Personnel à recruter :

Catégorie	Total à recruter Retenu
Agent administratif	1,00
Agent technique	2,00
Technicien supérieur	0,00
Ingénieur	1,00
<b>Total</b>	<b>4,00</b>

### Objectifs de la mission

- Construire un outil financier pour la gestion de la compétence assainissement collectif, sur la base des hypothèses prises en concertation avec les services de la CC Haute Comté et les élus
- Présentation d'un mode de gestion: REGIE
- L'objectif principal a été de déterminer un tarif concernant la future régie de la CCHC

### Mode d'emploi de l'outil

- 1 matrice a été conçue spécifiquement pour la mission sur une période de 10 ans
- Une matrice pour déterminer un tarif relatif à la future régie sur le territoire de la CCHC

### Limites de la mission

Le tarif de l'assainissement affiché est un tarif approché et provisoire et ne constituerait le tarif pivot définitif du futur service assainissement (en tenant compte de l'ensemble des hypothèses évoquées ci dessous et toutes choses égales par ailleurs), qui sera l'objet d'une décision des élus

Le tarif affiché ci après est configuré selon les hypothèses présentées : un niveau de fonctionnement et un programme d'investissement de remise à niveau du patrimoine

## Hypothèses financières

**Abonnés: 6828, évolution de 0,2%/an soit 13 nouveaux abonnés / an**

**Volumes facturés: 640 881, évolution de 0,2%/an**

**Excédents reportés: Prise en compte de 1M€ d'excédents**

**Dette : 4 958 000€**

**Dotation aux amortissements, actif: 500 000€**

**Dotation aux amortissements subventions: 120 000€**

**Investissements (scénario bas) avec un taux de subventionnement de 35%**

€ HT	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	Total
Investissements S1	3 566 058 €	3 566 058 €	3 566 058 €	1 444 777 €	1 444 777 €	669 818 €	669 818 €	694 083 €	694 083 €	694 083 €	17 009 616 €
Investissements S2	3 689 022 €	3 689 022 €	3 689 022 €	1 567 741 €	1 567 741 €	1 249 620 €	1 249 620 €	817 047 €	817 047 €	817 047 €	19 152 928 €

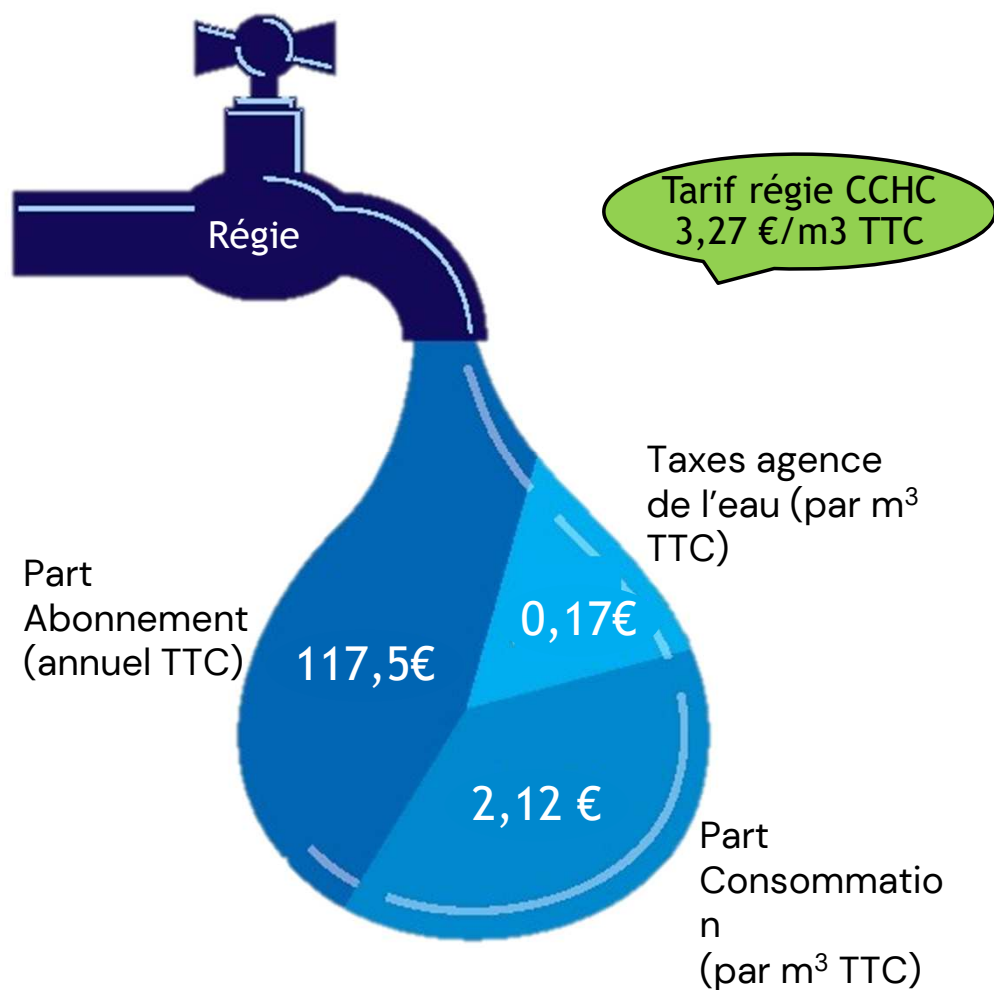
**Fonctionnement:**

**PFAC: 800€: 12/an: 9,6k€**

**Primes épurations: 10k€**

€ HT	Total
Charges à caractère général	711 873 €
Charges de personnel	280 154 €
Autres charges de gestion courante	142 115 €
<b>Total</b>	<b>1 134 142 €</b>

## Tarification

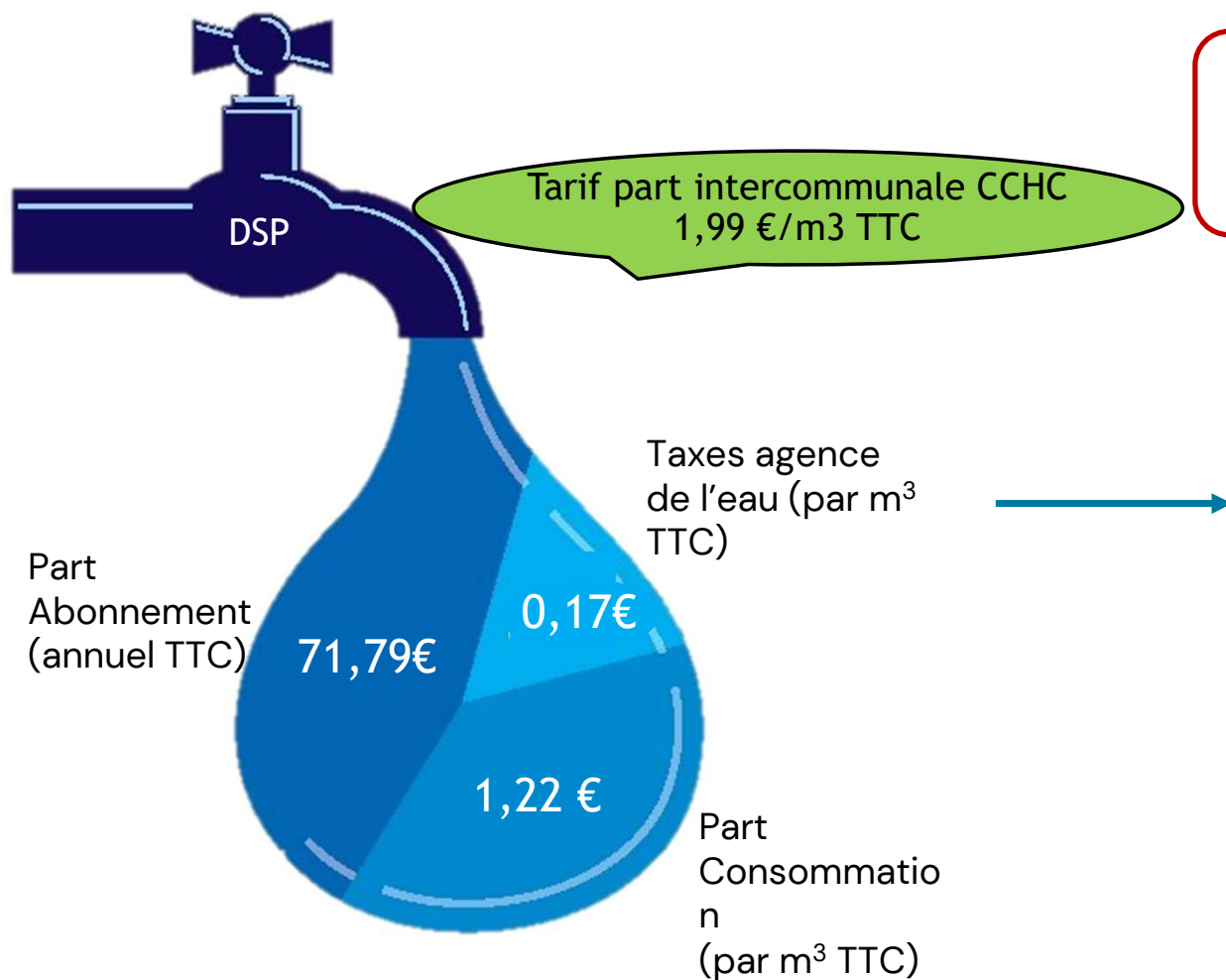


### Détail de la tarification:

- Abonnement : 106,82€ HT
- Consommation: 1,93€ HT
- Agence de l'eau: 0,155€ HT
- TVA: 10%
- Tarif comprenant St Loup sur Semouse, la part collecte liée au délégataire sera déduite



## Tarification



### RAPPEL:

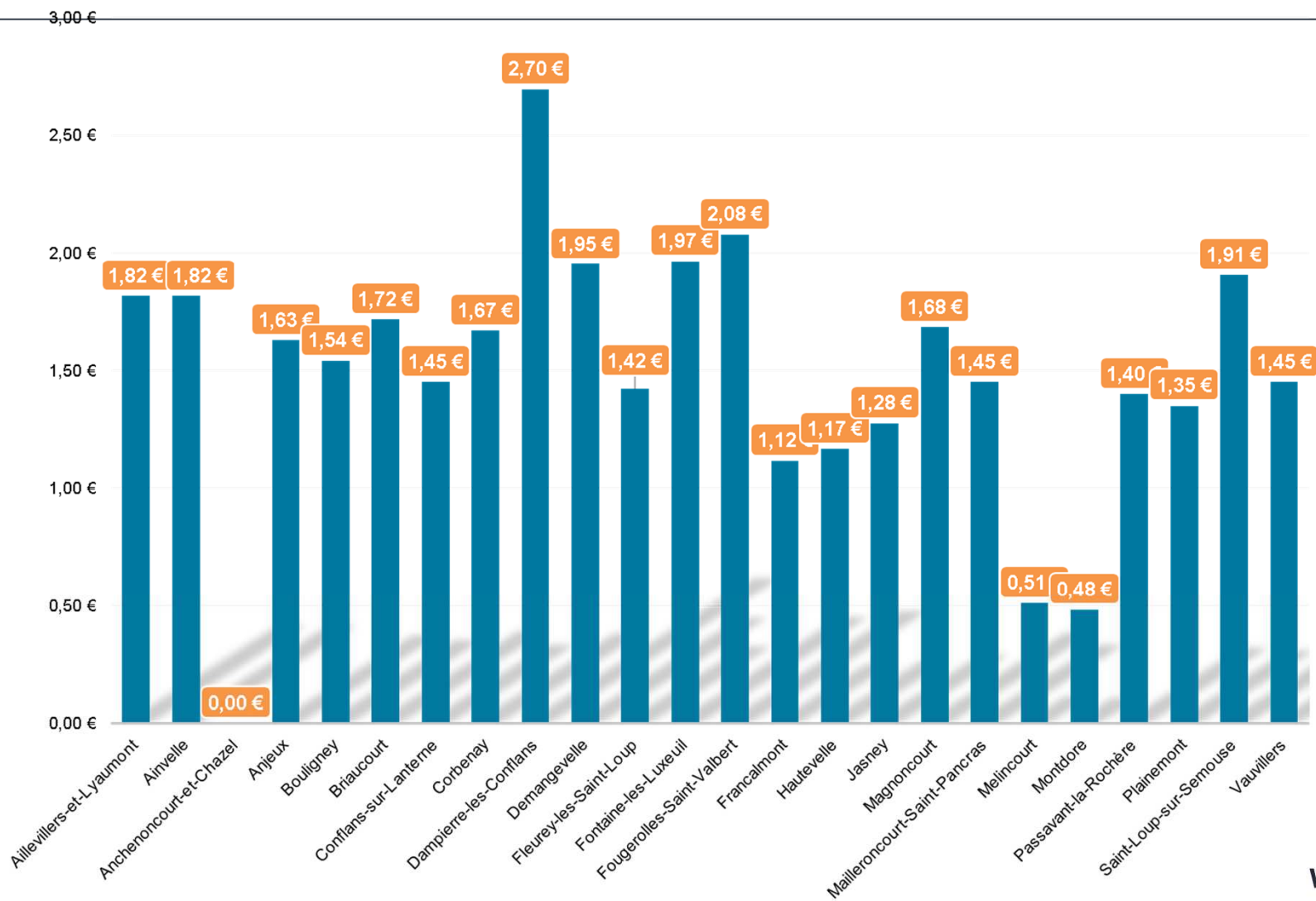
- Fontaine les Luxeuil: contrat de DSP jusqu'en 2030 et tarif 0,65€ part communale

### Détail de la tarification Fontaine les Luxeuil jusqu'en 2030:

- Abonnement : 65,26€ HT  
contre 16,77€ HT aujourd'hui
- Consommation: 1,11€ HT  
contre 0,30€ HT aujourd'hui
- Agence de l'eau: 0,155€ HT
- TVA: 10%
- → Tarif estimé avec DSP de  
3,30€ TTC

## Rappel Tarification

Prix de l'assainissement par m3 TTC pour une facture de 120 m3



VERDI



Anne GARDERE  
Avocat au Barreau de Lyon  
Docteur en Droit Public  
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon  
06 14 49 10 07 - [anne.gardere.avocat@gmail.com](mailto:anne.gardere.avocat@gmail.com)

## IV. Service d'eau Potable

## Mode de gestion de la compétence « eau ».

### Scénario 1 = Régie communautaire

- Pour les 2 syndicats qui sont maintenus, la CC se substitue à ses communes, via la mécanisme de la représentation substitution :
  - SIAEP DU HAUT DU POMMIER, composé de 4 communes, dont 1 est membre de la CC HC (DEMANGEVELLE), compétent en matière de « Gestion de la production et distribution d'eau », qui gère le service en régie.
  - SIAEP DU MORILLON, composé de 22 communes, dont 19 sont membres de la CC HC : ALAINCOURT, AMBIEVILLERS, ANCHENONCOURT ET CHAZEL (plus adhérente à la CC depuis 1<sup>er</sup> janvier 2022), ANJEUX, BETONCOURT SAINT PANCRAIS, DAMPIERRE LES CONFLANS, FONTENOIS LA VILLE, GIREFONTAINE, HURECOURT, JASNEY, LA BASSE VAIVRE, LA PISSEURE, MAILLERONCOURT SAINT PANCRAIS, MELINCOURT, MONTDORÉ, PLAINEMONT, PONT DU BOIS SÈLLES, VAUVILLERS ).

*NB : Si la commune de PASSAVANT souhaite adhérer au syndicat, elle doit le faire avant le transfert de la compétence « eau » à la CCHC*
- Pour les communes gérant tout ou partie du service « eau » en régie, la CC :
  - Récupère les moyens (biens personnels, contrats...) des régies :
    - Les régies communales
    - Les régies des syndicats dissous :
      - SIAEP du BOULAY, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (BRIAUCOURT et AINVELLE)
      - Le SIAEP HAUTEVELLE FRANCALMONT, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (HAUTEVELLE et FRANCALMONT), compétent en matière « d'alimentation en eau potable »
      - Le SIAEP du ROICHOT, composé uniquement de 2 communes de la CC HC (CUVE et BOULIGNEY)

*Pour mémoire, ces syndicats :*

    - Sont, par principe dissous, car entièrement inclus dans le périmètre CC :
    - Possibilité de les maintenir par la voie de la délégation de compétence
- Attention, même si la CC récupère les régies, il faudra procéder à la création formelle d'une régie communautaire (autonome ou personnalisée), cf. Slide ci-dessus sur la régie « AC ». Les 2 DSP perdurent dans l'attente (Saint Loup sur Semouse : Echéance 2027 & Fontaine les Luxeuil : Echéance 2030)

## Mode de gestion de la compétence « eau ».

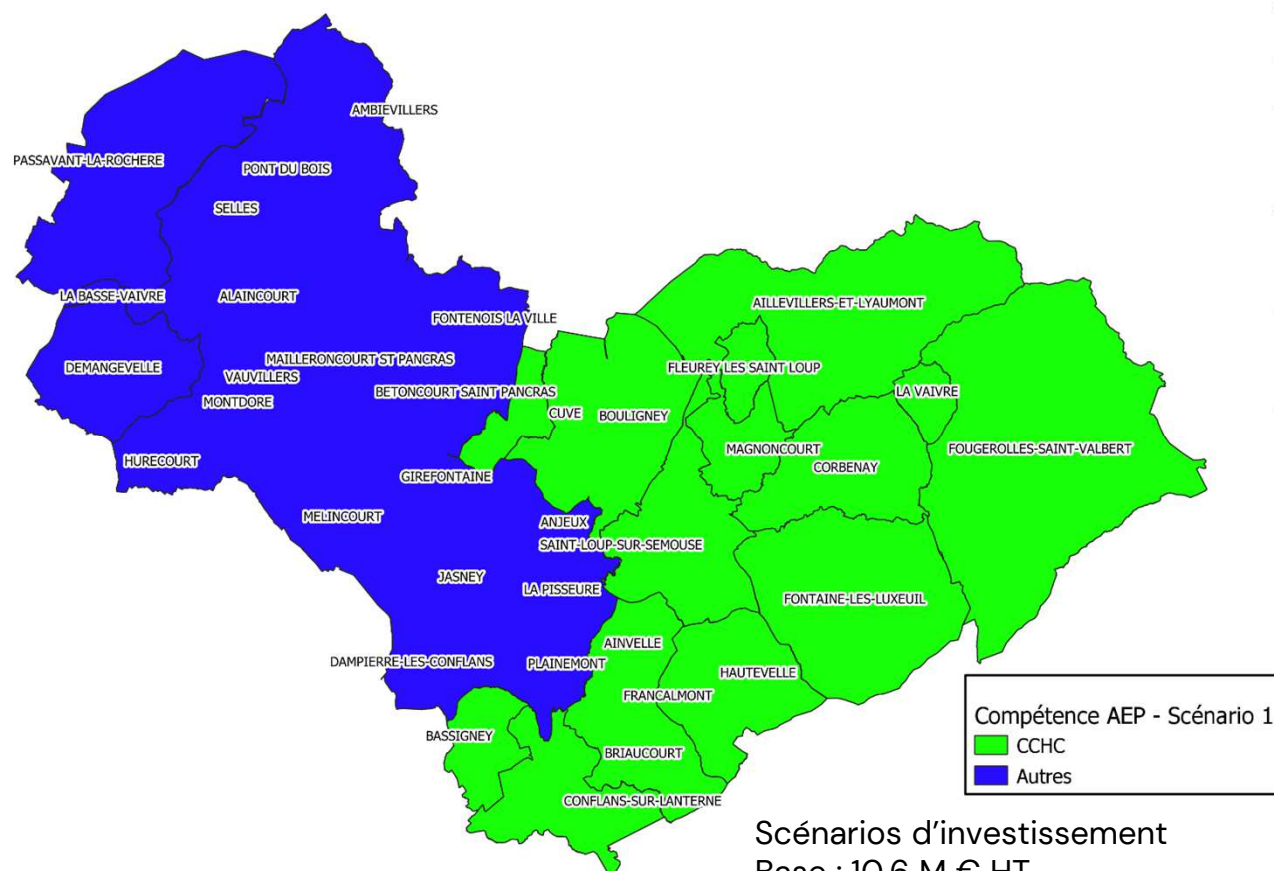
### Scénario 2 = Concession de service public

- Pour les syndicats maintenus, la CC se substitue à ses communes, via la mécanisme de la représentation substitution :
  - SIAEP DU MORILLON, composé de 22 communes, dont 19 sont membres de la CC HC : ALAINCOURT, AMBIEVILLERS, ANCHENONCOURT ET CHAZEL (plus adhérente à la CC depuis 1<sup>er</sup> janvier 2022), ANJEUX, BETONCOURT SAINT PANCRAIS, DAMPIERRE LES CONFLANS, FONTENOIS LA VILLE, GIREFONTAINE, HURECOURT, JASNEY, LA BASSE VAIVRE, LA PISSEURE, MAILLERONCOURT SAINT PANCRAIS, MELINCOURT, MONDRE, PLAINEMONT, PONT DU BOIS SELLES, VAUVILLERS ).
  - SIAEP DU HAUT DU POMMIER, composé de 4 communes, dont 1 est membre de la CC HC (*DEMANGEVELLE*), compétent en matière de « Gestion de la production et distribution d'eau », qui gère le service en régie.  
*NB : En cas de dissolution du syndicat, anticiper la question de la répartition des biens du syndicat*
- Pour le reste du territoire, passation d'un contrat de concession par la CC :
  - Attention au délai de passation d'une concession (prévoir 15 mois par sécurité)
  - Possible pour la CC, d'anticiper la procédure avant même que le transfert de compétence soit effectif, mais il faut que celui-ci soit certain

## Service type – Alimentation en eau potable

	1 <sup>er</sup> scénario base	2 <sup>ème</sup> scénario ambitieux
Etude	<p>Numérisation des plans et géo référencement des réseaux et des ouvrages</p> <p>Réalisation d'un schéma directeur (SDAEP) en cas de SDAEP de plus de 15 ans ou révision du SDAEP</p> <p>Finalisation étude DUP</p> <p>Etude faisabilité AEP sur ressources sensibles (qualité/quantité)</p>	<p>Numérisation des plans</p> <p>Réalisation d'un schéma directeur (SDAEP) en cas de SDAEP de plus de 10 ans ou absence de SDAEP</p> <p>Finalisation étude DUP</p> <p>Etude faisabilité AEP sur ressources sensibles (qualité ou quantité)</p>
Travaux	<p><b><i>Si existant, reprise des travaux définis dans les programmes de travaux et non réalisés à ce jour</i></b></p> <p>Taux de renouvellement des conduites sur la base d'une durée de vie de 100 ans, soit 1% an</p> <p>Renouvellement de tous les branchements en plomb</p> <p>Renouvellement des compteurs sur la base d'une durée de vie de 15 ans</p> <p>Télérelève des compteurs</p> <p>Sortie des compteurs sur les tronçons renouvelés</p> <p>Renouvellement des ouvrages en mauvais état</p> <p>Mise en place des périmètres de protection de captages</p> <p>Amélioration de la sectorisation</p> <p>Mise en place de télésurveillance</p> <p>Mise en place et réhabilitation des systèmes de traitement</p> <p>Amélioration de l'instrumentation</p>	<p><b><i>Si existant, reprise des travaux définis dans les programmes de travaux et non réalisés à ce jour</i></b></p> <p>Taux de renouvellement des conduites sur la base d'une durée de vie d'environ 70 ans soit 1,5% an</p> <p>Renouvellement de tous les branchements en plomb</p> <p>Renouvellement des compteurs sur la base d'une durée de vie de 15 ans</p> <p>Télérelève des compteurs</p> <p>Renouvellement des ouvrages en mauvais état</p> <p>Aménagement des chemins d'accès aux réservoirs et ouvrages</p> <p>Amélioration de la sectorisation</p> <p>Mise en place de télésurveillance</p> <p>Automatisation des systèmes de traitement</p> <p>Amélioration de l'instrumentation</p> <p>Mise en place des périmètres de protection de captages</p> <p>Mise en place et réhabilitation des systèmes de traitement</p>
Personnel	Personnel adapté pour assurer le bon fonctionnement du service	Personnel adapté pour assurer le bon fonctionnement du service

## Scénario 1 – Alimentation en eau potable



Scénarios d'investissement  
Base : 10,6 M € HT  
Ambitieux : 15,8 M € HT

Exploitation:  
741 K € HT/an



- Communes titulaires de la compétence.
- Dissolution du SIAEP du Roichot.
- Dissolution du SIAEP de Hautevelle-Francalmont.
- Dissolution du SIAEP du Boulay.
- Adhésion de Passavant la Rochère au syndicat du Morillon.
- Maintien du SIAEP du Haut Pommier.

### Variante au scénario 1:

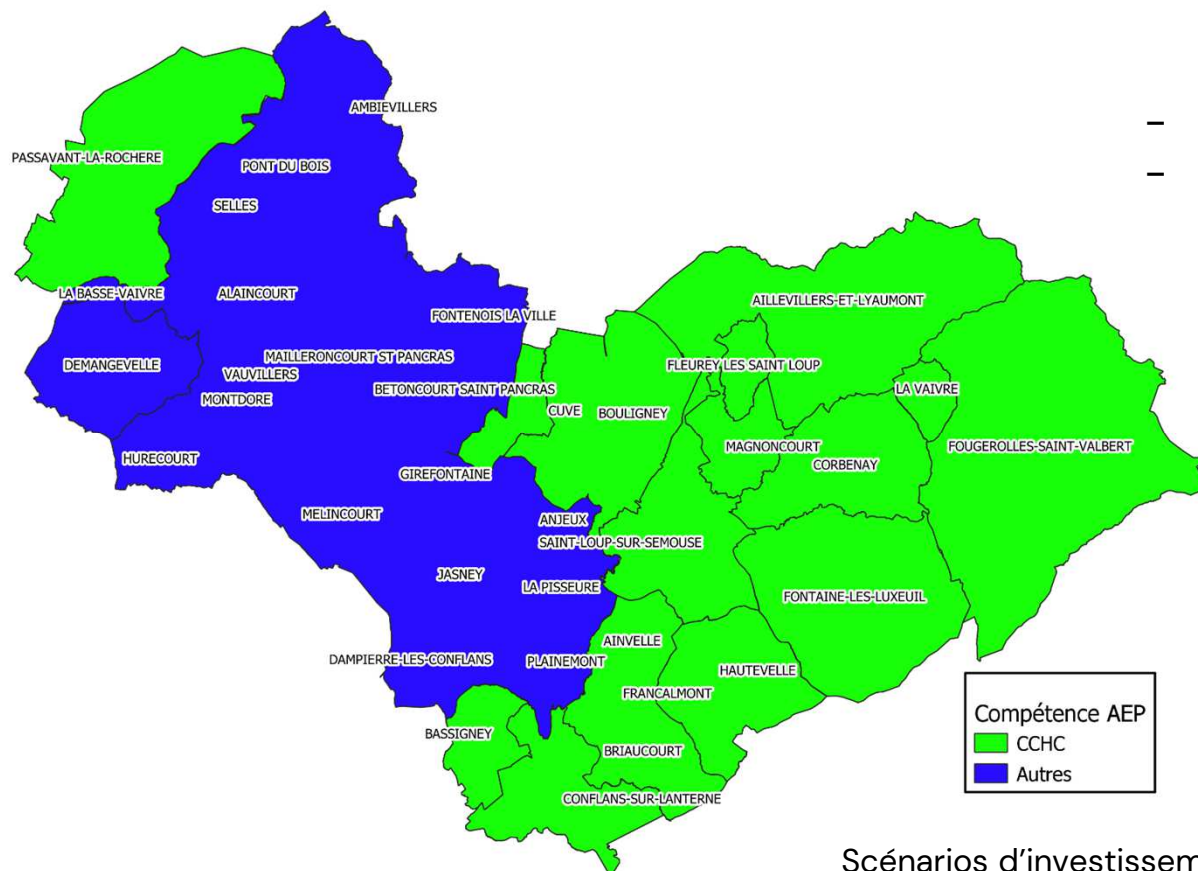
Passavant la Rochère n'adhère pas au Morillon

### Mode de Gestion : Régie

Passavant la Rochère  
Base : 640 K € HT  
Ambitieux : 843 K € HT

Exploitation:  
26 K € HT/an

## Scénario 2 – Alimentation en eau potable



- Maintien du SIAEP du Morillon
- Maintien du SIE du Haut du Pommier

**Mode de Gestion : DSP**

### Variante au scénario 2:

Passavant la Rochère n'adhère pas au Morillon

Scénarios d'investissement  
Base : 11,3 M € HT  
Ambitieux : 16,7 M € HT

Exploitation:  
767 K € HT/an



Passavant la Rochère  
Base : 640 K € HT  
Ambitieux : 843 K € HT

Exploitation:  
26 K € HT/an



Création de la régie – Volet RH

Bilan des besoins humains pour la régie du service eau potable 2024
Scénario N°1 : Maintien du SIE du morillon (avec adhésion de Passavant la Rochère au syndicat) et du SIE du Haut Pommier

1. Tableau détaillé

Main d'œuvre	Temps passé	Coût horaire	Coût annuel	Equivalent temps plein	Equivalent temps plein cumulé calculé	Equivalent temps plein cumulé retenu	Personnel existant	Personnel à recruter
	h/an	€ TTC/ h	€ TTC /an					
<u>Secrétaire :</u>					1,24	1	0	1
- Facturation et relance	1 440	21,48	30 926	0,88				
- Gestion administrative	600	21,48	12 886	0,36				
<u>Comptable</u>								
<u>Agent technique :</u>					3,04	3	3	0
- Visite usine production, station pompage	936	22,86	21 396	0,57				
- Suivi réseau, mesures de chlore, relève des compteurs généraux	663	22,86	15 155	0,40				
- Synthèse de données, rédaction RPQS	429	22,86	9 806	0,26				
- Visite réservoir	273	22,86	6 240	0,17				
- Astreinte électro	108	22,86	2 469	0,07				
- sectorisation nocturne	672	22,86	15 361	0,41				
- Recherche de jour / Réparation fuites	678	22,86	15 507	0,41				
- DICT	266	22,86	6 082	0,16				
- Relève des compteurs	625	22,86	14 284	0,38				
- Renouvellement des compteurs	112	22,86	2 551	0,07				
- Tonte espace vert	77	22,86	1 760	0,05				
- Vidange réservoir + entretien	168	22,86	3 840	0,10				
<u>Technicien supérieur</u>					0,52	0,5	0	0,5
- Rencontre élus / réunion	90	25,85	2 326	0,05				
- gestion du budget	351	25,85	9 072	0,21				
- Rédaction RPQS (1 journée commune < 500 EH, 2 jours communes entre 500 et 1000 EH, 3 jours communes > 1000 EH)	165	25,85	4 265	0,10				
- Suivi des travaux (0,5 jour par semaine de travaux, estimés sur la base du montant de travaux réalisés à hauteur de 25 000 € HT / semaine)	246	25,85	6 358	0,15				
<u>Ingénieur</u>					0,72	0,7	0	0,7
- Encadrement et suivi des contrats	1 185	26,13	30 958	0,72				
<b>Total</b>	<b>9 084</b>		<b>211 245</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2,2</b>

2. Rappel des moyens humains existants en temps plein uniquement

Catégorie	Service d'alimentation en eau potable	
	Aillevillers et Lyumont	Fougerolles Saint Valbert
Origine		
Agent administratif	0	0
Agent technique	1	2
Technicien supérieur	0	0
Ingénieur	0	0
<b>Total</b>	<b>3</b>	

3. Personnel à recruter :

Catégorie	2024
Agent administratif	1,00
Agent technique	0,00
Technicien supérieur	0,50
Ingénieur	0,70
<b>Total</b>	<b>2,70</b>

### Objectifs de la mission

- Construire un outil financier pour la gestion de la compétence eau potable , sur la base des hypothèses prises en concertation avec les services de la CC Haute Comté et les élus
- Présentation d'un mode de gestion: REGIE
- L'objectif principal a été de déterminer un tarif concernant la future régie de la CCHC

### Mode d'emploi de l'outil

- 1 matrice a été conçue spécifiquement pour la mission sur une période de 10 ans
- Une matrice pour déterminer un tarif relatif à la future régie sur le territoire de la CCHC

### Limites de la mission

Le tarif de l'assainissement affiché est un tarif approché et provisoire et ne constituerait le tarif pivot définitif du futur service eau potable (en tenant compte de l'ensemble des hypothèses évoquées ci dessous et toutes choses égales par ailleurs), qui sera l'objet d'une décision des élus

Le tarif affiché ci après est configuré selon les hypothèses présentées : un niveau de fonctionnement et un programme d'investissement de remise à niveau du patrimoine

## Hypothèses financières

**Abonnés: 7200, évolution de 0,2%/an soit 14 nouveaux abonnés /an**

**Volumes facturés: 658 241, évolution de 0,2%/an**

**Excédents reportés: 800 000€, comptabilisés**

**Dette : 1 625 000€**

**Dotation aux amortissements, actif: 482 978€**

**Dotation aux amortissements subventions: 101 585€**

**Investissements avec un taux de subventionnement de 35%**

€ HT	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	Total
Investissements Bas	1 576 175 €	1 576 175 €	1 576 175 €	712 938 €	712 938 €	1 074 456 €	1 074 456 €	790 480 €	790 480 €	790 480 €	10 674 751 €
Investissements Haut	2 081 337 €	2 081 337 €	2 081 337 €	1 212 657 €	1 212 657 €	1 875 992 €	1 875 992 €	1 148 691 €	1 148 691 €	1 148 691 €	15 867 380 €

**+ 638k€  
(Passavant)**

**+ 843k€  
(Passavant)**

## Fonctionnement

### Régie

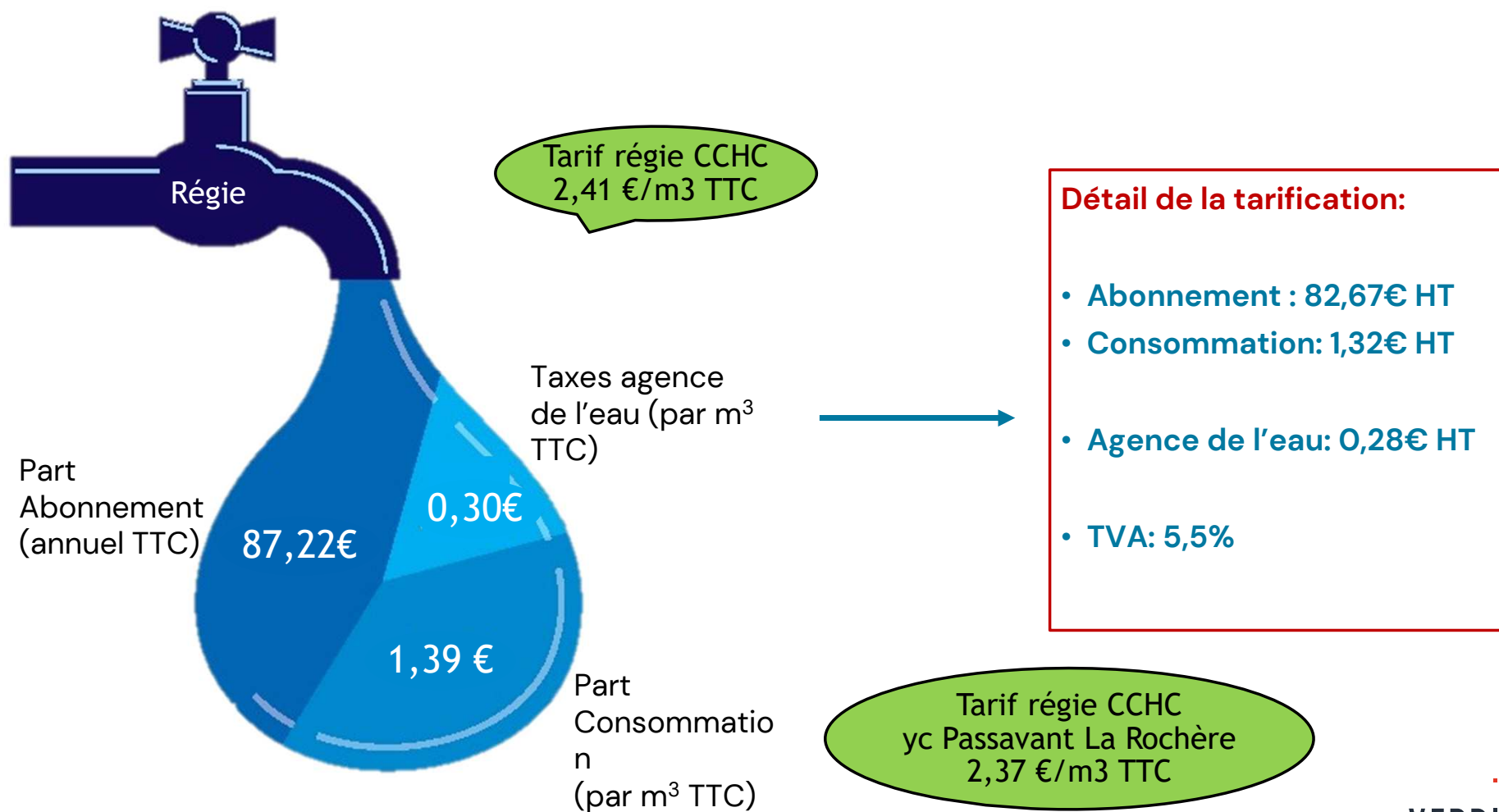
€ HT	Total
Charges à caractère général	532 068 €
Charges de personnel	209 861 €
Autres charges de gestion courante	125 000 €
<b>Total</b>	<b>866 929 €</b>

### DSP

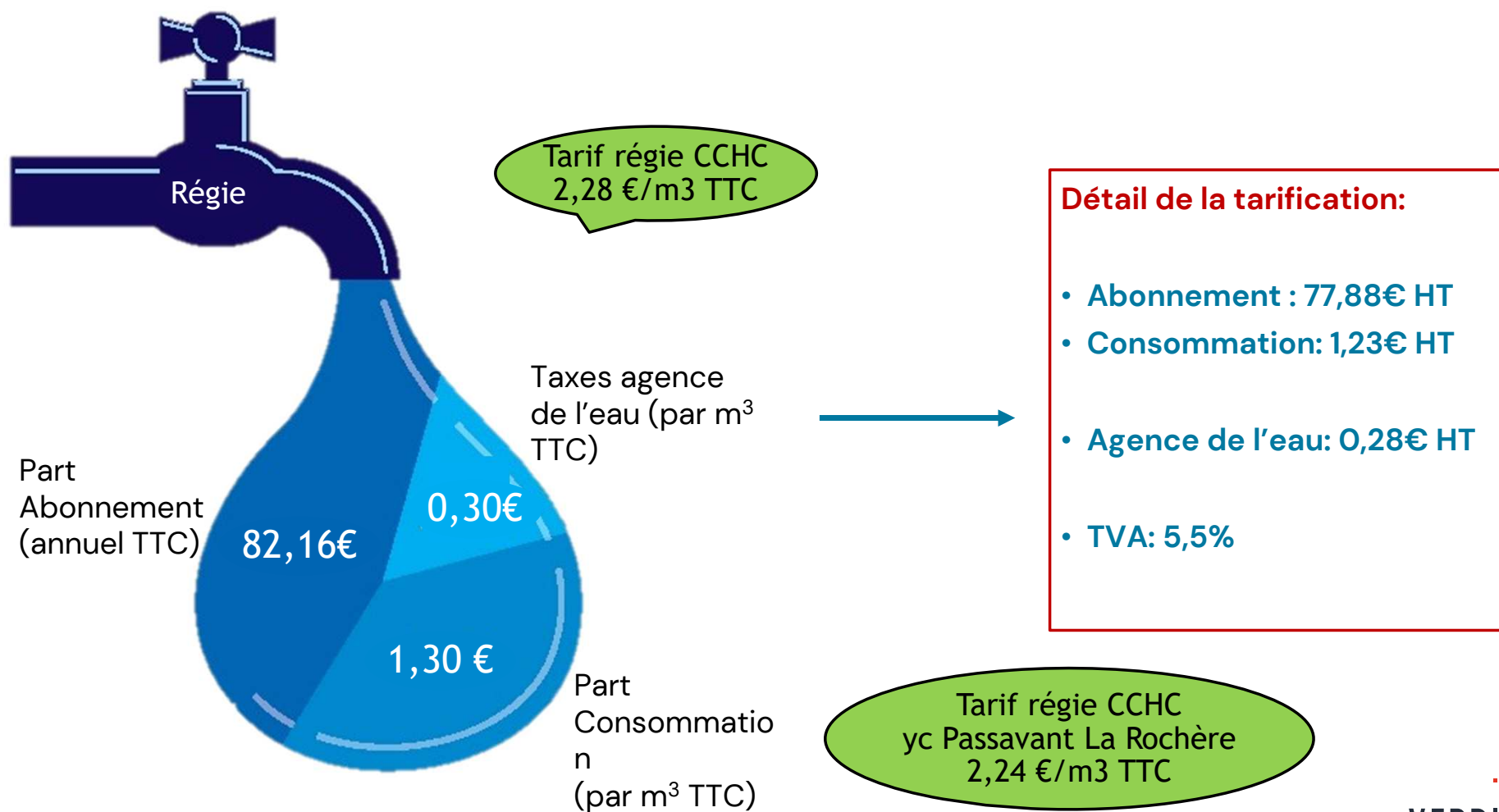
€ HT	Total
Charges à caractère général	6 000 €
Charges de personnel	47 040 €
Autres charges de gestion courante	14 000 €
<b>Total</b>	<b>67 040 €</b>

VERDI

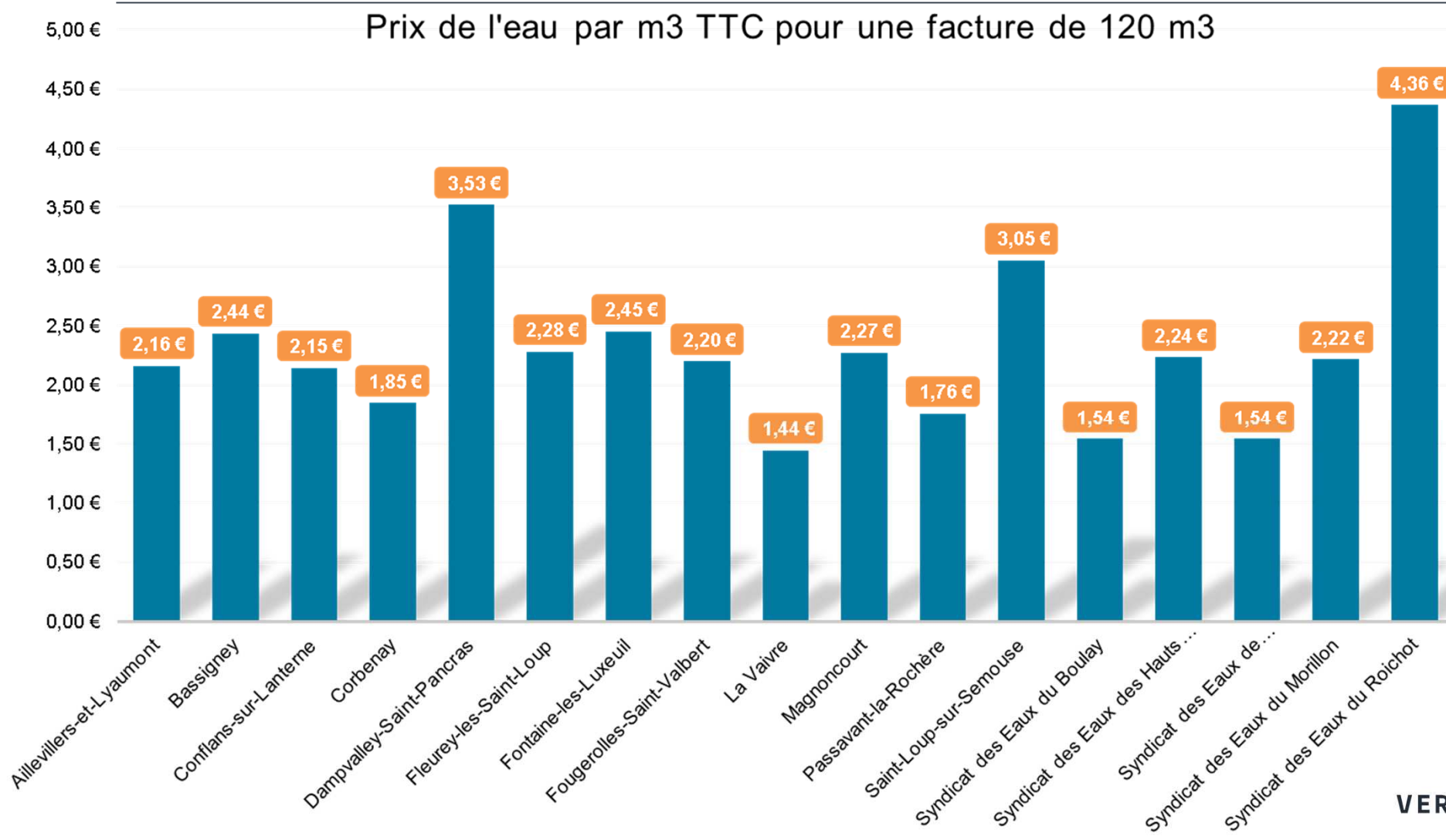
## Tarification: Régie Investissements Hauts



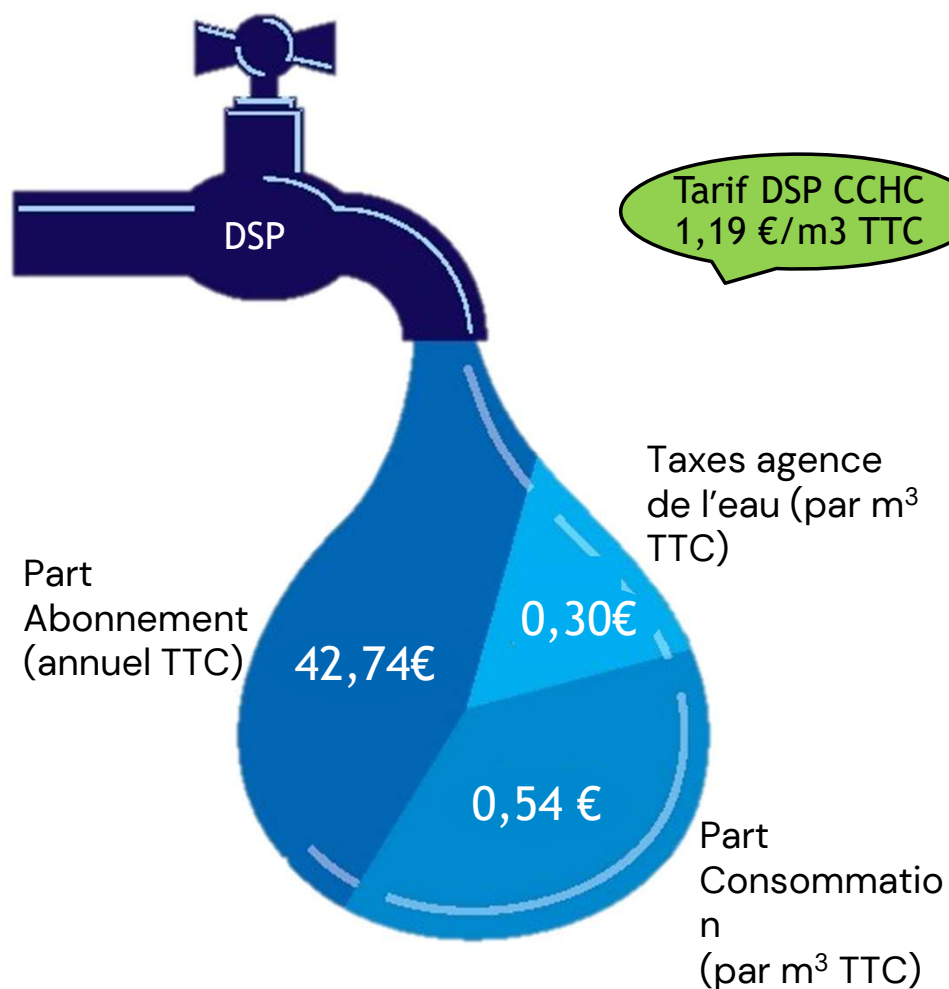
## Tarification: Régie Investissements Bas



## Rappel Tarification



## Tarification: DSP Investissements Hauts



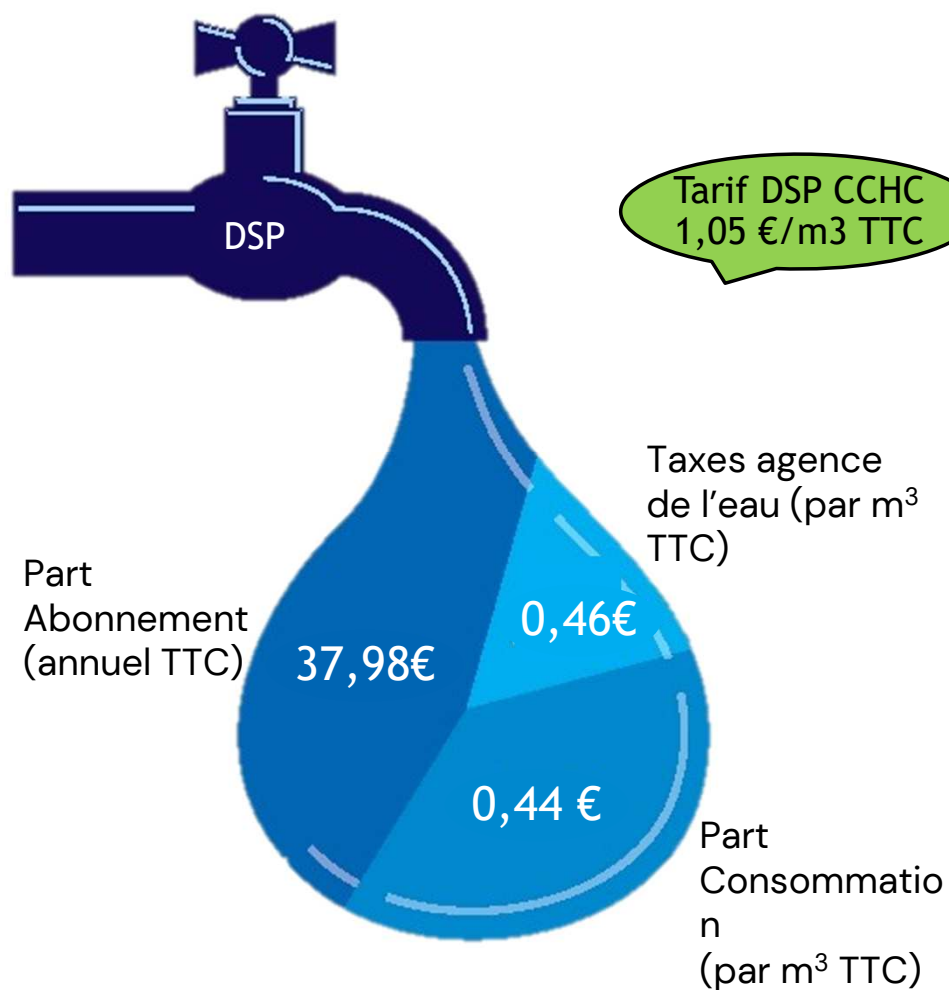
- RAPPEL:**
- Saint Loup Sur Semouse: contrat de DSP jusqu'en 2027 et tarif 1,25€ part communale
  - Fontaine les Luxeuil: contrat de DSP jusqu'en 2030 et tarif 0,71€ part communale

### Détail de la tarification:

- Abonnement : 40,51€ HT
- Consommation: 0,51€ HT
- Agence de l'eau: 0,28€ HT
- TVA: 5,5%

Tarif DSP CCHC  
yc Passavant La Rochère  
1,18 €/m<sup>3</sup> TTC

## Tarification: DSP Investissements Bas



- RAPPEL:**
- Saint Loup Sur Semouse: contrat de DSP jusqu'en 2027 et tarif 1,25€ part communale
  - Fontaine les Luxeuil: contrat de DSP jusqu'en 2030 et tarif 0,71€ part communale

### Détail de la tarification:

- Abonnement : 36,00€ HT
- Consommation: 0,42€ HT
- Agence de l'eau: 0,28€ HT
- TVA: 5,5%

Tarif DSP CCHC  
yc Passavant La Rochère  
1,04 €/m<sup>3</sup> TTC

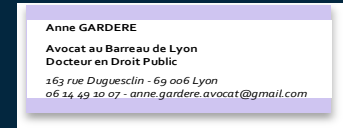


## Benchmark Tarification missions réalisées

---

Collectivité	Tarif cible (€ TTC/m³)	
Compétence concernée	Assainissement collectif	Alimentation en eau potable
CC Creuse Confluence (2022)		3,32 €
CC Porte de la Creuse en Marche (2022)	2,92 €	3,17 €
CC Doubs Baumoï (2022)	2,89 €	2,49 €
CC Terre d'Emeraude (2021)	3,18 €	
CC Grand Autunois (2021)	3,11€ / 3,30€	2,78€ / 3,01€
CC Porte du Jura (2019)	2,95 €	2,30 €
CC Val Marnésien (2018)	2,94 €	2,03 €
CC Monts de Gy (2018)	3,15 €	2,48 €
<b>Moyenne</b>	<b>3,05 €</b>	<b>2,69 €</b>

VERDI



V. DECI

## Service DECI

---

### Scénarios d'investissement

Base : 1,7 M € HT

Ambitieux : 1,9 M € HT

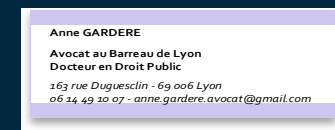
### Scénario de fonctionnement

Exploitation: 125 K € HT/an

Ainsi en scénario de base, il est proposé de déterminer l'AC concernant un coût d'amortissement relatif aux travaux d'investissements. Sur une durée d'amortissement de 30 ans, on obtient ainsi:

- 56 670€ à 63 300€ /an concernant l'investissement
- 125 000€ / an concernant le fonctionnement

Ainsi, le coût de la compétence DECI demandé aux communes dans le cadre d'une CLECT serait de 182k€ à 188k€/an qui seront détaillés en fonction des travaux identifiés sur chaque commune.



## VI. GEPU

### Scénarios d'investissement

Base : 3,1 M € HT

Ambitieux : 4,3 M € HT

### Scénario de fonctionnement

Exploitation: 221 K € HT/an

Ainsi en scénario de base, il est proposé de déterminer l'AC concernant un coût d'amortissement relatif aux travaux d'investissements. Sur une durée d'amortissement moyenne de 40 ans, on obtient ainsi:

- 77 500€ à 107 500€ /an concernant l'investissement
- 221 000€ / an concernant le fonctionnement

Ainsi, le coût de la compétence GEPU demandé aux communes dans le cadre d'une CLECT serait de 298 à 328k€/an qui seront détaillés en fonction des travaux identifiés sur chaque commune.

# Com. Com. Haute Comté



## VERDI

Véronique DALONGEVILLE – 06 37 62 96 76 [vdalongeville@verdi-ingenierie.fr](mailto:vdalongeville@verdi-ingenierie.fr)

Amine LAABOULI – 06 26 63 48 12 [alaabouli@verdi-ingenierie.fr](mailto:alaabouli@verdi-ingenierie.fr)

## FINANCE CONSULT

Benoit PREFOL – 04 72 77 67 77 – [b.prefol@finance-consult.fr](mailto:b.prefol@finance-consult.fr)

Alexis TEMPOREL – 04 72 77 67 77 – [a.temporel@finance-consult.fr](mailto:a.temporel@finance-consult.fr)

## ANNE GARDERE AVOCAT

Anne GARDERE – 06 14 49 10 07 – [anne.gardere.avocat@gmail.com](mailto:anne.gardere.avocat@gmail.com)

VERDI



Anne GARDERE  
Avocat au Barreau de Lyon  
Docteur en Droit Public  
163 rue Duguesclin - 69 006 Lyon  
06 14 49 10 07 - [anne.gardere.avocat@gmail.com](mailto:anne.gardere.avocat@gmail.com)

VERDI